

**RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE  
COMMUNE D'AUDERGHEM**Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Didier Gosuin, *Président* ;  
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;  
Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Didier Molders, Matthieu Pillois, Michel Blampain, Lieve Jorens, *Échevin·e·s* ;  
Jeannine Crucifix, Christophe Magdalijs, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Pauline Vermeiren, Christine Bogaert, Martine Maelschalck, François Lebovy, Carinne Lenoir, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, Ivo Van Ginneken, Frédéric Lambin, *Conseillers communaux* ;  
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

**Excusés**

Florence Couldrey, *Échevin·e* ;  
Isabelle Désir, Véronique Artus, Anastasia Bakounine, Nathalie Wyns, *Conseillers communaux*.

**Séance du 27.06.24**

---

**#Objet : Règlement d'utilisation des véhicules de service de l'Administration communale #**

---

Séance publique

**Rémunérations**

Le Conseil,

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26/01/2023 relatif à l'acquisition, l'utilisation et la gestion des véhicules de service ;

Vu les instructions de l'ONSS 2024/1 concernant les véhicules de société ;

Vu les instructions de l'ONSS 2024/1 concernant le paiement des amendes de roulage ;

Etant donné qu'il y a lieu de clarifier l'usage des véhicules de service de l'Administration ;

Vu l'avis favorable de l'ONSS ;

Vu le protocole de désaccord du 14 juin 2024;

Décide :

D'approuver le règlement d'utilisation des véhicules de service de l'Administration communale ;

Article 1<sup>er</sup>

Pour l'application du présent règlement, il faut entendre par :

Véhicule de service : tout moyen de transport (voiture personnelle, voiture mixte, minibus, monovolume, véhicule tout terrain, SUV (sport utility véhicule) qui est acheté ou loué par l'Administration, utilisé par les personnes autorisées.

En tout état de cause, les véhicules techniques (camionnettes de chantier, camions, autobus, machines de travail, balayeuses hydrocureuse, bulldozers, remorques...) qui ne sont utilisables que pour des activités techniques spécifiques ne peuvent pas être considérés comme des véhicules de service relevant des dispositions du présent règlement.

Personnel de garde : Agents qui doivent rester disponibles à domicile pour pouvoir donner suite à toutes les demandes d'interventions urgentes du Bourgmestre, de la Police ou du Responsable du service Voirie, en dehors des heures d'ouverture de l'Administration ou du temps de travail normal. Les demandes d'intervention doivent résulter de la survenance d'évènements fortuits et graves mettant en danger la sécurité des personnes et/ou des biens.

Articles 2

Les véhicules de service ne peuvent être utilisés que pour des déplacements pendant les heures de service et dans le cadre d'une mission de service.

Le véhicule ne peut rester à la disposition du travailleur en dehors des heures de travail.

Les véhicules de service sont réservés à un usage strictement professionnel.

Tout usage privé est totalement interdit. Afin de le vérifier, une feuille de route reprenant les heures de déplacement et le nombre de kilomètres parcourus est remplie par trajet.

Un contrôle périodique des kilomètres est effectué.

#### Article 3

Les véhicules de service sont repris dans un parc automobile.

Le responsable du charroi gère le parc des véhicules.

Les véhicules suivant leurs spécificités sont attribués par équipe-corps de métier.

Le responsable du charroi en reste le gestionnaire.

#### Article 4

Les déplacements domicile-travail sont interdits.

Les véhicules doivent réintégrer les parkings de l'Administration en dehors des heures de travail.

Une fiche de contrôle sera établie quotidiennement.

#### Article 5

Par dérogation à l'article 4, un membre du personnel qui est de garde dans le cadre de sa mission et qui doit être mobilisable peut réintégrer son domicile avec le véhicule de service. (Maximum 39 jours par an)

Pendant le retour, aucune activité privée avec ledit véhicule n'est autorisée (allez chercher les enfants à l'école ou faire des courses par exemple ...)

Etant donné que le véhicule professionnel reste à disposition du travailleur en dehors des heures de travail effectives et que l'usage privé est interdit, l'Administration contrôle l'usage prohibé des véhicules.

Pour ce faire, une feuille de route reprenant les heures de déplacement du personnel de garde et le nombre de kilomètres parcourus est remplie par trajet. Un contrôle périodique des kilométrages est effectué.

#### Article 6

En cas d'infraction aux dispositions concernant l'usage des véhicules, le régime disciplinaire est applicable.

#### Article 7

Font partie du personnel de garde (appelable/rappelable) : le responsable de la Voirie et les responsables des sections Transport-Garage-Propreté publique, Bâtiments extérieurs-Régie et Bâtiments intérieurs-personnel Centre Sportif.

Font également partie du personnel de garde : le responsable du service Plan Vert en cas d'avis de tempête, les agents chargés des gardes hivernales (suivant la liste de garde validée par le Collège des Bourgmestre et Echevins) et des gardes « festivités locales » ou « urgence ».

#### Article 8

La mise à disposition d'un véhicule de service pour le personnel de garde n'est pas un droit absolu. Si un véhicule de service est momentanément indisponible, l'agent ne pourra prétendre à une indemnisation du fait de l'absence du véhicule.

Le personnel de garde qui dispose d'un véhicule de service ne peut bénéficier d'une indemnité kilométrique.

#### Article 9

L'Administration peut prêter exceptionnellement et pour un usage très occasionnel et non rémunéré un véhicule de service à un agent.

Le responsable du charroi communal gère le prêt de véhicules.

Une demande officielle doit lui être adressée et un document écrit devra être rempli.

#### Article 10

Tous les conducteurs doivent, à bord d'un véhicule de service, avoir une attitude exemplaire en matière de sécurité routière et doivent respecter pleinement les règles de circulation applicables. Le comportement au volant doit toujours être courtois et la conduite doit toujours être défensive et respectueuse de l'environnement.

#### Article 11

L'Administration peut payer/rembourser à l'agent les amendes de roulage, transaction et perception immédiate. Une cotisation de solidarité de 33 % sera alors due à l'ONSS dans certains cas.

- Amendes de roulage relatives au matériel roulant et à la conformité du chargement sont exclusivement de la responsabilité de l'Administration et leur remboursement ne constitue pas un avantage ; la cotisation de solidarité n'est pas due. L'Administration rembourse ce type d'amendes.
- Amendes de roulage découlant d'une infraction grave à la circulation (3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> degré) et les amendes de roulage de minimum 150 € venant du non-respect de la vitesse autorisée doivent toujours

être considérée comme étant à charge du travailleur. La cotisation de solidarité de 33 % est due. L'Administration ne rembourse pas ce type d'amendes.

- Amendes de roulage découlant d'une infraction légère à la circulation (1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> degré) et les amendes de roulage de moins de 150 €. Elles ne sont pas soumises à la cotisation de solidarité à concurrence d'un montant de 150€ par an et par travailleur. Tout ce qui dépasse ce montant est soumis à la cotisation de solidarité. L'Administration rembourse ce type d'amendes dans certains cas, moyennant accord du Collège des Bourgmestre et Echevins, une fois par an maximum.

#### Article 12

L'Administration choisit sur la base d'un marché public le fournisseur de carburant.

Une seule carte de carburant est fournie par véhicule de service.

Les véhicules de service électriques sont rechargés aux bornes de recharge de l'Administration.

L'accès aux bornes de recharge de l'Administration est totalement interdit aux fonctionnaires pour leur véhicule privé. Un accès par carte sécurisée permet le respect de cette disposition.

#### Article 13

L'entretien mécanique du véhicule de service relève de la responsabilité de l'Administration et ne peut être initié par les membres du personnel eux-mêmes.

Les véhicules de service doivent être maintenus propres. Le nettoyage du véhicule est de la responsabilité du chauffeur. Il est interdit de fumer à bord des véhicules de service.

#### Article 14

Les véhicules de service sont identiquement soumis au contrôle technique et aux réparations prévus selon les lois et règlements en vigueur.

#### Article 15

Les véhicules de service sont couverts par une assurance pour au moins les risques suivants : responsabilité civile, dégâts matériels, vol, incendie, bris de vitre, forces de la nature, assurance passagers, et assistance juridique.

Seules les personnes ayant un lien avec les missions effectuées par l'agent peuvent être transportées à l'intérieur des véhicules de service.

Le transport de tiers autres que le personnel de l'Administration est interdit à l'exception de celui issu d'une obligation liée aux missions propres du service.

Seuls les agents travaillant pour l'Administration peuvent conduire les véhicules du charroi communal.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

26 votants : 26 votes positifs.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,  
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,  
(s) Didier Gosuin

POUR EXTRAIT CONFORME  
Auderghem, le 28 juin 2024

Le Secrétaire communal,

La Bourgmestre,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST  
GEMEENTE OUDERGEM**Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Didier Gosuin, *Voorzitter* ;  
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;  
Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Didier Molders, Matthieu Pillois, Michel Blampain, Lieve Jorens, *Schepenen* ;  
Jeannine Crucifix, Christophe Magdalijs, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Pauline Vermeiren, Christine Bogaert, Martine Maelschalck, François Lebovy, Carinne Lenoir, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, Ivo Van Ginneken, Frédéric Lambin, *Gemeenteraadsleden* ;  
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

**Verontschuldigd**

Florence Couldrey, *Schepen* ;  
Isabelle Désir, Véronique Artus, Anastasia Bakounine, Nathalie Wyns, *Gemeenteraadsleden*.

**Zitting van 27.06.24**

---

**#Onderwerp : Reglement voor het gebruik van dienstvoertuigen van het Gemeentebestuur #**

---

Openbare zitting

**Bezoldigingen**

De Gemeenteraad,

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26/01/2023 betreffende de verwerving, het gebruik en het beheer van dienstvoertuigen;

Gelet op de administratieve instructies van de RSZ 2024/1 betreffende bedrijfsvoertuigen;

Gelet op de administratieve instructies van de RSZ 2024/1 betreffende de betaling van verkeersboetes;

Aangezien het gebruik van de dienstvoertuigen van de administratie moet worden verduidelijkt;

Gezien het gunstig advies van de RSZ,

Gelet op het protocol van niet-akkoord van 14 juni 2024;

Beslist:

Het reglement voor het gebruik van de dienstvoertuigen van het gemeentebestuur goed te keuren;

Artikel 1

Voor de toepassing van dit besluit moet worden verstaan onder:

Dienstvoertuig: elk vervoersmiddel (personenwagen, gemengde wagen, minibus, monovolume, terreinwagen, SUV (sport utility vehicle) dat door de Administratie wordt gekocht of geleased en dat wordt gebruikt door bevoegde personen.

In elk geval kunnen technische voertuigen (bouwwagens, vrachtwagens, bussen, werkmachines, veegmachine, vacuümwagen, bulldozers, aanhangwagens enz.) die alleen kunnen worden ingezet voor specifieke technische werkzaamheden niet gezien worden als dienstvoertuigen binnen de bepalingen van dit besluit.

Personeel van wacht: Agenten die thuis beschikbaar moeten blijven om te kunnen reageren op alle verzoeken om dringende interventies van de Burgemeester, de Politie of het hoofd van de afdeling Wegen, buiten de openingsuren van de administratie of de normale werkuren. Verzoeken om interventie moeten het gevolg zijn van toevallige en ernstige gebeurtenissen die de veiligheid van personen en/of goederen in gevaar brengen.

Artikel 2

Dienstvoertuigen mogen alleen gebruikt worden voor de verplaatsingen tijdens diensturen en in het kader van een dienstopdracht. Het voertuig mag buiten de werkuren niet ter beschikking van de werknemer blijven staan. Dienstvoertuigen zijn voorbehouden voor strikt professioneel gebruik. Elk privégebruik is volledig verboden. Om dit te verifiëren wordt per rit een reisverslag ingevuld met daarop de reisen en het

aantal afgelegde kilometers. Er wordt een periodieke controle van de kilometers uitgevoerd.

#### Artikel 3

Dienstvoertuigen maken deel uit van een wagenpark. De persoon die verantwoordelijk is voor de stadskar beheert het wagenpark. De voertuigen worden toegewezen door beroepsteams op basis van hun specifieke behoeften. De wagenparkbeheerder blijft er verantwoordelijk voor.

#### Artikel 4

Woon-werk verkeer is verboden. Voertuigen moeten, buiten werktijd, teruggebracht worden naar de parkings van het Bestuur. Er wordt dagelijks een controle-formulier opgesteld.

#### Artikel 5

In afwijking van artikel 4, mag een personeelslid, dat in het kader van zijn functie, een wachtdienst vervult en oproepbaar moet zijn, met zijn dienstvoertuig naar zijn woning terugkeren. (Maximaal 39 dagen per jaar) Tijdens de terugkeer zijn er geen privé-activiteiten met het genoemde voertuig toegestaan (de kinderen van school halen of boodschappen doen bijvoorbeeld...)

Aangezien het beroepsvoertuig buiten de eigenlijke werkuren ter beschikking van de werknemer blijft en privégebruik verboden is, controleert de administratie het verboden gebruik van voertuigen.

Hiervoor wordt per rit een reisverslag ingevuld met daarin de reizen van de oproepkrachten en het aantal afgelegde kilometers. Er wordt een periodieke controle van de kilometerstand uitgevoerd.

#### Artikel 6

In geval van overtreding van de bepalingen betreffende het gebruik van voertuigen is de tuchtregering van toepassing.

#### Artikel 7

Tot het oproeppersoneel behoren (oproepbaar/terugroepbaar): het hoofd van de afdeling Wegen en de hoofden van de afdelingen Vervoer-Garage-Openbare Netheid, Buitengebouwen-Beheer en Binnengebouwen-Sportcentrum.

Het wachtpersoneel omvat ook: het hoofd van de afdeling Groenplan in geval van een stormwaarschuwing, de agenten die verantwoordelijk zijn voor de winterwachters (volgens de wachtlijst gevalideerd door het College van Burgemeester en Schepenen) en "lokale festiviteiten" of "noodwachten".

#### Artikel 8

Het ter beschikking stellen van een dienstvoertuig voor oproepkrachten is geen absoluut recht. Als een dienstvoertuig tijdelijk niet beschikbaar is, heeft de werknemer geen recht op compensatie vanwege het ontbreken van het voertuig.

Wachtdiensten die over een dienstvoertuig beschikken, kunnen niet genieten van een kilometervergoeding.

#### Artikel 9

De Administratie kan bij wijze van uitzondering een dienstvoertuig uitlenen aan een personeelslid voor zeer incidenteel en onbezoldigd gebruik.

De persoon die verantwoordelijk is voor de gemeentelijke kar beheert de uitleen van voertuigen.

Er moet een formeel verzoek worden ingediend en een schriftelijk document moet worden ingevuld.

#### Artikel 10

Alle bestuurders in een dienstvoertuig moeten een voorbeeldige houding hebben ten aanzien van verkeersveiligheid en moeten zich volledig houden aan de geldende verkeersregels. Rijgedrag moet altijd hoffelijk zijn en autorijden moet altijd defensief en milieuvriendelijk zijn.

#### Artikel 11

De Administratie kan de agent betalen/vergoeden voor het rijden, de transactie en de onmiddellijke inning. In bepaalde gevallen zal dan een solidariteitsbijdrage van 33% verschuldigd zijn aan de RSZ.

- Verkeerboetes die voortvloeien uit de toestand van het rijdend materiaal en de conformiteit van de lading, vallen volledig onder de verantwoordelijkheid van de overheid en worden bij terugbetaling dan ook niet aanzien als een voordeel; De solidariteitsbijdrage is hierop niet vereist. De administratie vergoedt dit soort boetes.
- Verkeerboetes voortvloeiend uit zware verkeersovertredingen (3e en 4e graad) en snelheidsovertreding van 150,00 € en meer, moeten altijd beschouwd worden als ten laste van de werknemer. Een solidariteitsbijdrage van 33% zal geïnd worden. De administratie vergoedt dit soort boetes niet.

- Verkeersboetes die voortvloeien uit lichte verkeersovertredingen (1e en 2e graad) en verkeersboetes van minder dan € 150. Zij zijn niet onderworpen aan de solidariteitsbijdrage tot een bedrag van 150 euro per jaar en per werknemer. Het bedrag van de overschrijding is onderworpen aan de solidariteitsbijdrage. Het bestuur vergoedt dit soort boetes in bepaalde gevallen, met instemming van het college van burgemeester en schepenen, maximaal één keer per jaar.

#### Artikel 12

Het bestuur kiest de brandstofleverancier op basis van een overheidsopdracht. Per servicevoertuig wordt slechts één tankkaart verstrekt. Elektrische dienstvoertuigen worden opgeladen bij de oplaadpunten van de Autoriteit. De toegang tot de laadpalen van het Bestuur is volledig verboden voor ambtenaren voor hun privévoertuigen. Toegang met een beveiligde kaart maakt naleving van deze bepaling mogelijk.

#### Artikel 13

Het mechanisch onderhoud van het dienstvoertuig valt onder de verantwoordelijkheid van het Bestuur en kan niet door de personeelsleden zelf worden geïnitieerd. Servicevoertuigen moeten schoon gehouden worden. Het schoonmaken van het voertuig is de verantwoordelijkheid van de bestuurder. Roken is niet toegestaan in de servicevoertuigen.

#### Artikel 14

Dienstvoertuigen zijn onderworpen aan de technische keuring en reparaties die zijn voorzien in overeenstemming met de geldende wet- en regelgeving.

#### Artikel 15

Dienstvoertuigen zijn gedekt door een verzekering voor minstens de volgende risico's: burgerlijke aansprakelijkheid, materiële schade, diefstal, brand, glasbreuk, natuurkrachten, inzittendenverzekering en rechtsbijstand. Alleen personen die betrokken zijn bij de door de agent uitgevoerde taken mogen in de dienstvoertuigen worden vervoerd. Het vervoer van derden, andere dan het personeel van de administratie, is verboden, met uitzondering van het vervoer dat voortvloeit uit een verplichting die verband houdt met de eigen opdrachten van de dienst. Alleen agenten die voor het bestuur werken, mogen de voertuigen van de gemeentelijke kar besturen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

26 stemmers : 26 positieve stemmen.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,  
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,  
(g) Didier Gosuin

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT  
Oudergem, 28 juni 2024

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos